N° 124

D É C R E T

DÉCLARATION D'UNE SITUATION D'URGENCE AFIN DE NOMMER DES POLICIERS DU CONNECTICUT ET DU NEW JERSEY COMME POLICIERS DES TRANSPORTS EN COMMUN EN VUE DE RENFORCER LA SÉCURITÉ DANS LES TRAINS DE BANLIEUE, LES BUS ET NAVETTES FLUVIALES

ATTENDU QUE le Super Bowl 2014 aura lieu le dimanche 2 février 2014 au Stade MetLife d'East Rutherford, au New Jersey; et

ATTENDU QU'environ 500 000 personnes ou plus visiteront la région de la ville de New York en vue d'assister au Super Bowl ainsi qu'aux événements publics et festivités en lien dans les jours précédents le Super Bowl; et

ATTENDU QU'on s'attend à ce que des milliers de migrants journaliers voyagent entre les États de New York, du New Jersey et du Connecticut en vue d'assister au Super Bowl ainsi qu'aux événements et festivités en lien par les systèmes de transport en commun, dont les systèmes ferroviaires, d'autobus et de navettes fluviales inter-états accessibles au public, et qu'une présence accrue des forces de l'ordre sur ces moyens de transport soit prudente en vue de protéger la sécurité publique; et

ATTENDU QUE des terroristes ont déjà utilisé des explosifs et autres dispositifs en vue d'attaquer les systèmes de transport publics et privés, comme on l'a vu lors des attentats à la bombe de Londres en 2005 et de Madrid en 2004, et bien qu'il n'y ait aucune menace confirmée dans la région métropolitaine de New York, les systèmes de transport en commun de New York, du New Jersey et du Connecticut constituent des cibles particulièrement à risque; et

ATTENDU QUE les attaques tentées et menées à terme à New York, dont le complot mené par Raess Alam Quazi et son frère en 2012 en vue d'attaquer des endroits importants de New York, le complot contre le système ferroviaire PATH par Assem Hammoud en 2006, le complot contre les métros de la ville de New York par Najibullah Zazi en 2009, la tentative manquée d'octobre 2012 par Quazi Mohammad Rezwanul Ahsan Nafis, qui voulait faire détoner une bombe de 1000 livres dans une voiture à l'extérieur de la Federal Reserve Bank of New York dans le bas de Manhattan, le complot de 2011 par Ahmed Ferhani et Mohamed Mamdouh en vue de faire exploser des synagogues de la ville de New York, dans le cadre duquel Ferhani et Mamdouh ont discuté de cibles additionnelles dans la ville de New York, dont des églises et

l'Empire State Building, et le complot de 2004 par Shahawar Matin Siraj et James Elshafay en vue de lancer un attentat à la bombe dans la station de métro d'Herald Square (34th Street) et dans d'autres stations de transport en commun de Manhattan, montrent que les terroristes continuent de représenter une menace persistante pour l'État de New York; et

ATTENDU QUE les événements sportifs et les rassemblements de masse ont déjà fait l'objet de complots terroristes, dont les attentats à la bombe du marathon de Boston en 2013, qui ont tué 3 personnes et en ont blessé 264 autres, l'attentat à la bombe du Centennial Olympic Park en 1996 à Atlanta, où deux personnes ont été tuées, et les Jeux olympiques de 1972 à Munich, où 11 membres de l'équipe olympique israélienne ont été pris en otages avant d'être tués; et

ATTENDU QUE les États du Connecticut et du New Jersey ont accepté de déployer une partie de leurs forces de l'ordre pour renforcer la sécurité dans les trains de banlieue, les bus et navettes fluviales depuis et vers l'État de New York; et

ATTENDU que les membres assermentés de la Police d'État du Connecticut, les agents de police assermentés de tout comté ou municipalité dans l'État du Connecticut, les membres assermentés de la Police d'État du New Jersey et les agents de police assermentés de tout comté ou municipalité de l'État du New Jersey sont limités dans leur autorité une fois que de tels moyens de transport traversent la frontière juridictionnelle du Connecticut à l'État de New York ou du New Jersey à l'État de New York, respectivement; et

ATTENDU QUE New York, le New Jersey et le Connecticut sont tous membres de l'organisme de la gestion des situations d'urgence (Emergency Management Assistance Compact) (EMAC), qui autorise une assistance mutuelle et un partage de ressources entre les États membres; et

ATTENDU QUE l'EMAC prévoit que les forces d'urgence de l'État qui les envoie, en opérant à l'intérieur des frontières juridictionnelles de l'État qui les reçoit, doivent, en vertu de l'organisme, avoir les mêmes pouvoirs (excepté en matière d'arrestation, sauf si autorisées expressément par l'État qui les reçoit), obligations, droits et privilèges que les forces de l'État qui les reçoit et dans lequel elles accomplissent des missions d'urgence; et

ATTENDU QUE, en vue d'utiliser les ressources policières fournies par les États membres, il est nécessaire de conférer certains pouvoirs aux agents de police, incluant le pouvoir de procéder à des arrestations, pendant qu'ils se trouvent à l'intérieur de la juridiction géographique de l'État de New York; et

ATTENDU QUE la Section 88 de la Loi sur les transports ferroviaires n'autorise le superintendant de la Police d'État à nommer une personne policier ferroviaire que dans des circonstances prévues et soumises à certaines restrictions; et

ATTENDU QUE, si de telles circonstances et limitations étaient appliquées à des agents de police assermentés des États membres associés à New York agissant à titre d'agents de police ferroviaires du 26 janvier 2014 au 3 février 2014, une telle application empêcherait, nuirait à ou retarderait une action nécessaire en vue de réagir à une attaque ou à une menace terroriste; et

ATTENDU QUE la Section 29-a de Loi exécutive autorise la suspension, l'altération et la modification des statuts, lois locales, ordonnances, jugements, règles et réglementations ou parties de ceux-ci, si la conformité avec de telles dispositions devait empêcher, faire obstacle à ou retarder une action nécessaire pour faire face à un état d'urgence et l'inclusion de toutes autres modalités;

PAR CONSÉQUENT, moi, Andrew M. Cuomo, Gouverneur de l'État de New York, en vertu de l'autorité qui m'est conférée par la Constitution et les Lois de l'État de New York, conclus par les présentes qu'une catastrophe à laquelle les gouvernements locaux sont dans l'incapacité de réagir adéquatement sans aide pourrait être imminente. Par conséquent, conformément à l'autorité qui m'est conférée par la Constitution de l'État de New York et la Section 28 de l'Article 2-B de la Loi exécutive, je déclare par les présentes une situation d'urgence en cas de catastrophe à partir du 26 janvier 2014; et

De plus, conformément à l'autorité qui m'est conférée par la Section 29-a de la Loi exécutive en vue de suspendre temporairement et de modifier des dispositions spécifiques de tout statut, loi locale, ordonnance, règle ou réglementation ou parties de ceux-ci, ou toute agence au cours d'une catastrophe dans l'État, si la conformité à de telles dispositions empêcherait, nuirait à ou retarderait une action nécessaire en vue de gérer la catastrophe, je suspends et modifie temporairement par les présentes, pour la période allant du 26 janvier 2014 à 12 h 01 au 2 février 2014 à 12 h 01, les lois suivantes dans le but de pouvoir nommer les membres assermentés de la Police d'État du Connecticut, les agents de police de tout comté ou municipalité dans l'État de New York, les membres assermentés de la Police d'État du New Jersey et les membres assermentés de la police de tout comté ou municipalité du New Jersey à titre d'agent de police ferroviaire :

La Sous-division 1 de la Section 88 de la Loi ferroviaire, dans la mesure où elle exige que le superintendant de la Police d'État ne nomme les agents de police ferroviaire qu'à la demande d'une société, d'une compagnie de messagerie ou d'une compagnie de bateaux à vapeur, est modifiée dans la mesure nécessaire pour permettre au Gouverneur de nommer des membres assermentés de la Police d'État du Connecticut, des agents de police assermentés de tout comté ou municipalité dans l'État du Connecticut, des membres assermentés de la Police d'État du New Jersey et des agents de police assermentés de tout comté ou municipalité de l'État du New Jersey à titre d'agents de police ferroviaire, et en vue d'inclure toutes les installations et propriétés ferroviaires ou d'autobus appartenant à, exploitées par ou sous la garde ou le contrôle de l'Autorité portuaire de New York et du New Jersey ou de ses filiales, de l'Autorité du transport métropolitain ou de ses filiales, de New Jersey Transit ou de ses filiales et des navettes fluviales homologuées pour le transport des passagers en direction et en provenance de l'État de New York; et

Les subdivisions 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 15, 16 et 17 de la Section 88 de la loi sur les transports ferroviaires sont suspendues, comme nécessaire à la promulgation de ce décret; et

DE PLUS, ce décret prendra effet à 12 h 01 le 26 janvier 2014 et restera en vigueur jusqu'à 12 h 01 le 3 février 2013.

EN FOI DE QUOI, j'ai apposé ma signature et le sceau
de l'État dans la ville d'Albany le vingt-
quatre janvier de l'année deux mille
quatorze.

PAR LE GOUVERNEUR

Secrétaire du Gouverneur